L'internement dans les camps du sud de la France (1914-1945).
Perspectives juridiques, littéraires et mémorielles
Colloque international et interdisciplinaire
Université Toulouse – Jean Jaurès, 25-26 novembre 2027

Le colloque s'inscrit dans le sillage des travaux menés par le Centre de Recherches et d'Études germaniques (CREG) sur l'internement de populations germanophones dans les camps du Sud-Ouest de la France, d'abord dans le cadre du programme « Patrimoines nomades » (2016-2021), consacré au camp de Garaison, camp d'internement de civils austro-allemands durant la Première Guerre mondiale, puis aux camps d'internement de la Troisième République et du régime de Vichy. Ces travaux se sont poursuivis en septembre 2025 avec un workshop consacré aux aspects mémoriels et juridiques de l'internement dans les camps des Pyrénées de 1914 à 1945[1]. Ce workshop n'ayant pas permis d'épuiser le sujet, le colloque propose de se concentrer sur la notion de discours et la question de la mise en récit de l'expérience de l'internement, dans une perspective résolument comparatiste privilégiant les contextes franco-allemand et franco-autrichien, sans toutefois exclure l'apport d'une approche transnationale.

Le colloque articulera trois ordres de discours, juridique, littéraire et mémoriel, pour analyser la représentation de l'internement durant et après l'internement dans les camps du sud de la France de 1914 à 1945. La littérature, en particulier l'ego-littérature (lettres, journaux intimes, écrits autobiographiques), mais aussi la littérature de fiction, ainsi que les documents de nature administrative (rapports des visiteurs des camps, correspondances préfectorales ou ministérielles) mettent l'expérience de l'internement en mots et façonnent les représentations de ce phénomène aux XX^{e} et XXI^{e} siècles. Ces documents acquièrent ainsi une dimension mémorielle pour les générations contemporaines et futures. On intégrera la recherche actuelle sur la littérature testimoniale.

Ce colloque reposera sur une articulation systématique entre les champs des études culturelles et littéraires sur l'exil et la déportation, de l'histoire des camps et du droit de la mémoire, avec pour ambition un dialogue méthodique entre l'étude des récits littéraires ou testimoniaux et celle des qualifications juridiques[2]. Ce dialogue interdisciplinaire intègre notamment un échange sur les méthodes appliquées dans les domaines du droit, de la littérature et

[1] https://mshs.univ-toulouse.fr/workshop-pyramej-internement-1914-1945-pyrenees-2025/

[2] On entend par qualification l'opération par laquelle le droit fait entrer une personne dans une catégorie préexistante (étranger ennemi, étranger indésirable, apatride, interné, déporté, victime) à laquelle s'attache un régime : privation de liberté, assignation à résidence, expulsion ou réparation. Une même personne a ainsi pu recevoir des qualifications successives, voire contradictoires. Ce travail de qualification ne s'arrête pas à la sortie du camp : l'après-guerre requalifie les anciens internés, qu'il s'agisse des statuts de déporté et interné de la Résistance et de déporté et interné politique, institués en France par les lois des 6 août et 9 septembre 1948, de la qualité de persécuté au sens de la loi fédérale allemande d'indemnisation ou de celle de victime. Ces requalifications, qui décident de l'accès à la réparation autant que de la manière dont l'internement peut être raconté, offrent un terrain particulièrement fécond à la confrontation avec les récits.

de l'histoire qui, souvent, interagissent en empruntant des éléments les uns aux autres sans se mettre d'accord explicitement sur les outils et les cadres normatifs auxquels ces disciplines obéissent.

On pourra s'interroger sur les questions suivantes : Comment dire, narrer l'expérience de l'internement ? De quelle manière les récits façonnent-ils une mémoire ou des mémoires de l'internement, voire une identité ou l'idée d'elle-même d'une communauté ? Dans quelle mesure peut-on parler d'une mémoire française, allemande, autrichienne, juive ou européenne de l'internement, et comment ces mémoires entrecroisent-elles d'autres mémoires collectives, celles des ex-colonisés, de la classe ouvrière ou des communistes, alors que les interné.es se sont souvent moins pensé.es comme Allemand.es ou Autrichien.nes que comme communistes, Juifs et Juives ou antifascistes, à rebours de la qualification que le droit leur assignait ? Quel est le rapport entre le témoignage juridique, lors d'un procès, et le témoignage narré et, ensuite, des témoignages filmés, qu'ils soient documentaires ou (en partie) fictifs ? Quelles sont les circulations entre discours juridique, narration et récit littéraire qui permettent notamment la mise en œuvre de la justice transitionnelle ?

Le terme de « récit » sera entendu au sens large, intégrant des textes de témoignages, des autobiographies, des journaux intimes, mais aussi des œuvres fictionnelles, des récits de filiations ou des recompositions littéraires d'une expérience vécue. L'intérêt d'explorer les récits est en particulier l'étude du travail de la mémoire à l'œuvre, de la réactivation d'une mémoire disparue qui est aussi celle de lieux effacés car de nombreux camps d'internement ont longtemps été enfouis dans les oubliettes de l'histoire.

Le terme de « discours » sera entendu, à la suite de Michel Foucault, comme l'ensemble des énoncés réglés par des conditions d'existence et d'autorité dans un espace social donné (*L'Ordre du discours*, 1971). Trois ordres de discours seront confrontés les uns aux autres : le discours littéraire au sens large (témoignages, autobiographies, fictions, journaux intimes), le discours juridique (textes normatifs, actes administratifs, décisions juridictionnelles, doctrine) et le discours mémoriel (commémorations, lieux et politiques de mémoire). L'internement n'existe comme catégorie publique que du fait de cette mise en discours : la qualification juridique (« étranger ennemi / étrangère ennemie », « étranger indésirable / étrangère indésirable », « ressortissant / ressortissante de pays ennemi », « apatride », « juif / juive », « déporté / déportée ») est une opération discursive qui produit un statut, rend possible une privation de liberté et détermine, en amont comme en aval, la possibilité même de la dire. À son tour, le récit littéraire et testimonial vient déstabiliser ou conforter ces qualifications, en soumettant au regard public des situations qui n'avaient pas trouvé leur catégorie dans l'ordre normatif. Nommer, ici, c'est faire : la qualification fait advenir le statut qu'elle prétend décrire, et c'est précisément ce pouvoir performatif que les commissions de vérité ont entrepris de retourner en faisant de la parole des victimes l'instrument d'une requalification publique (B. Cassin, *Quand dire, c'est vraiment faire*, 2018).

Le colloque entend mobiliser la justice transitionnelle, entendue comme l'ensemble des mécanismes judiciaires et non judiciaires par lesquels une société tente de répondre aux séquelles des violations des droits humains, non comme une catégorie normative, qui serait anachronique pour des faits antérieurs à son élaboration, mais comme une grille d'analyse des circulations entre ordres de discours : la construction d'une mémoire publique de l'internement engage des dispositifs (procès, commissions, indemnisations, mémorialisation) qui dépendent en amont d'un travail de mise en récit et qui, en aval, conditionnent la manière dont les récits et documents ultérieurs peuvent être produits, publiés et reçus. On pourra dès lors se demander si cette circulation ne tourne pas à la circularité, au sens où les juristes reprochent à une argumentation de présupposer ce qu'elle entend démontrer et où la théorie des systèmes décrit le droit comme un système autopoïétique, qui ne perçoit de son environnement que ce qu'il peut traduire dans ses propres catégories (N. Luhmann, G. Teubner). Les récits de l'internement n'atteindraient alors le droit qu'une fois reformulés dans ses termes, et ce qui n'a trouvé place ni dans le droit ni dans le récit demeurerait doublement tu, à moins que la littérature ne constitue précisément ce que Gunther Teubner appelle une « irritation », qui contraint le droit à remanier ses propres catégories. On l'éprouvera à la lumière notamment des Principes Joinet/Orentlicher (droit à la vérité, à la justice, à la réparation, garanties de non-répétition), de l'avis Hoffman-Glemane du Conseil d'État (16 février 2009), qui ne prend en compte l'internement qu'en tant qu'il a conduit à la déportation, et des limites que la Cour européenne des droits de l'homme a elle-même posées à son contrôle des faits antérieurs à la Convention (*Janowiec c. Russie*, 2013).

On propose aux intervenant.es d'explorer notamment les aspects suivants :
- les ressources du genre du récit et du discours littéraire au sens plus large, l'imaginaire émanant de ce discours et la question des représentations que le récit permet d'interroger ;
- la dimension documentaire et factuelle du récit (dans quelle mesure le récit peut-il être une source pour ou a-t-il été une source, bien que précaire, pour l'historiographie ?), confrontée à sa dimension de « monument », pour reprendre une distinction foucaldienne (cf. *L'Archéologie du savoir*, 1969) ;
- l'étude des terminologies : les récits permettent d'interroger les terminologies employées pour appréhender, qualifier le phénomène de l'internement, dont la définition juridique demeure floue (les camps d'internement français de la Première Guerre mondiale sont en effet créés par de simples circulaires ministérielles (15 septembre et 1er octobre 1914) et ne sont encadrés par aucune loi, à la différence de l'internement de 1938-1945, qui s'adosse au décret-loi du 12 novembre 1938, au décret du 18 novembre 1939 et aux lois de l'automne 1940, sans ouvrir pour autant de véritable recours juridictionnel) ;
- le travail de recomposition des récits rédigés et publiés après coup, lequel dit aussi quelque chose de l'internement et du sens que lui donne l'auteur.e ;

- la construction d'une identité d'interné.e et d'une communauté (nationale, transnationale) *via* le récit ;
- la question du genre puisque les récits et témoignages d'interné.es soulignent tout particulièrement cette dimension (par ex. *Die Männer von Vernet* de Bruno Frei ou *Stadt ohne Männer* de Gertrud Isolani). Si des travaux existent d'ores et déjà sur la question des femmes dans l'internement (Mechthild Gilzmer, 2000), la recherche concernant le pendant masculin est encore lacunaire ;
- la question du potentiel artistique du récit, de ses limites et de la situation de la réception ;
- l'apport de la justice transitionnelle : récits, procès et mécanismes de réparation comme matrices discursives, articulés aux quatre piliers (droit à la vérité, droit à la justice, droit à la réparation, garanties de non-répétition) ; processus de réparation par l'art, y compris la création littéraire et le théâtre ;
- la perspective comparée franco-allemande et franco-autrichienne sur les politiques mémorielles (Vergangenheitsbewältigung / lois mémorielles) et les régimes d'indemnisation (Bundesentschädigungsgesetz / Opferfürsorgegesetz autrichien / dispositifs français successifs) ;
- le statut juridique des lieux de mémoire : labellisation, classement, monument historique en France ; Gedenkstättenkonzeption fédérale en Allemagne (1999, révisée en 2008 et en 2025) ; cas spécifique des camps des Pyrénées (Rivesaltes, Gurs, Le Vernet, Récébédou) ; gestion et défis des mémoriaux de camps à l'heure actuelle en France, en Allemagne et en Autriche.

Les communications pourront être présentées en français ou en allemand.
La prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement est prévue, sous réserve de l'obtention des subventions sollicitées. La publication des actes du colloque est elle aussi prévue.

Organisation :
Hélène Leclerc (Université Toulouse – Jean Jaurès, CREG, Études germaniques)
Lukas Rass-Masson (Université Toulouse – Capitole, Institut de Droit privé)
Isabella von Treskow (Université de Regensburg, Französische und Italienische Literatur- u. Kulturwissenschaft).

Les propositions (env. 1000 mots), accompagnées d'une bio-bibliographie, sont à adresser simultanément à helene.leclerc@univ-tlse2.fr, lukas.rass-masson@ut-capitole.fr et isabella.von-treskow@ur.de avant le 15 février 2027. La réponse sera communiquée avant le 30 mars 2027.

Internierung in südfranzösischen Lagern 1914-1945.
Rechtswissenschaftliche, literaturwissenschaftliche und erinnerungspolitische Perspektiven
Internationale und interdisziplinäre Tagung
Université Toulouse – Jean Jaurès, 25.–26. November 2027

Die Tagung knüpft an die langjährige Forschung des CREG (Centre de Recherches et d'Études Germaniques) zur Internierung deutschsprachiger Bevölkerungsgruppen in den Lagern Südwestfrankreichs an, die sich zunächst im Rahmen des Programms *Patrimoines nomades/Nomadenerbtümer* (2016–2021) dem Internierungslager Garaison widmete, in welchem österreichische und deutsche Zivilpersonen während des Ersten Weltkriegs festgehalten wurden, und sich anschließend den Lagern der Dritten Republik und des Vichy-Regimes zuwandte. Im September 2025 wurde die Forschungsdiskussion mit einem Workshop an der Université Toulouse – Jean Jaurès zu erinnerungspolitischen und rechtlichen Aspekten der Internierung in den Lagern der Pyrenäen von 1914 bis 1945 fortgesetzt.[3] Da die Thematik in diesem Workshop nicht erschöpfend behandelt werden konnte, soll die Tagung 2027 mehr Zeit für Vorträge und Diskussionen bieten, um vertieft auf die Frage der juristischen, narrativen und erinnerungskulturellen Diskurse einzugehen. Sie verfolgt dabei eine dezidiert komparatistische Perspektive, die den deutsch-französischen und den österreichisch-französischen Kontext in den Vordergrund stellt, ohne transnationale Bezüge auszuschließen.

Drei Diskursebenen werden auf der Tagung verknüpft – die juristische, die narrative und die erinnerungspolitische –, um den sprachlichen Umgang mit der Erfahrung der Internierung während und nach derselben in südfranzösischen Lagern in der Zeit von 1914 bis 1945 zu untersuchen. Die Literatur, insbesondere die autofiktionale und Ego-Literatur (Briefe, Tagebücher, autobiografische Schriften), aber auch die fiktionale Literatur bzw. Prosa sowie Verwaltungsdokumente (Berichte von Lagerbesuchern, Korrespondenz der Präfekturen oder Ministerien) fassen die Internierungserfahrung in Worte und prägen die Vorstellungen des Phänomens im 20. und 21. Jahrhundert. Sie erfüllen dadurch eine erinnerungskulturelle Funktion für derzeitige und künftige Generationen. Die aktuelle Forschung zur Zeugnisliteratur und zu erinnerungskulturellen Fragen wird folglich in die Thematik der Tagung einbezogen.

Die Tagung beruht auf einer systematischen Verbindung der Rechtswissenschaft, namentlich der Forschung zu Wiedergutmachung und Erinnerungspolitik, mit der kultur- und literaturwissenschaftlichen Forschung zu Exil und Deportation sowie mit der Erforschung der

[3] https://mshs.univ-toulouse.fr/workshop-pyramej-internement-1914-1945-pyrenees-2025/

Geschichte der Lager. Ihr Ziel ist, einen Dialog zwischen der Untersuchung literarischer, dokumentarischer oder testimonialer Texte und der Frage nach juristischen Qualifikationen in Gang zu setzen.[4] Dieser interdisziplinäre Dialog soll insbesondere einen Austausch über die in den Rechts-, Literatur- und Geschichtswissenschaften angewandten Methoden erlauben, denn die Disziplinen interagieren häufig, indem sie Elemente voneinander übernehmen, ohne sich explizit über die Instrumente und die normativen Rahmen zu verständigen, die sie aus anderen Disziplinen entleihen.

Folgende Fragen können in den Vorträgen gestellt werden: Wie wurde die Erfahrung der Internierung in Worte gefasst, wie wurde sie vermittelt? Inwiefern prägen literarische und juristische Texte die Erinnerung an die Internierung, inwiefern dienten sie der Formung von Identitäten bzw. des jeweiligen Selbstbilds einer Gemeinschaft bzw. Gruppierung, z. B. der kommunistischen Internierten? Inwieweit kann man von einer französischen, deutschen, österreichischen, jüdischen oder europäischen Erinnerung an die Internierung sprechen? Wie verflechten sich diese Erinnerungen mit anderen kollektiven Selbstbildern und Erinnerungen, etwa denen der ehemaligen Kolonisierten, der Arbeiterklasse oder der Kommunisten und Kommunistinnen? Dies ist umso bedeutsamer, als sich die Internierten selbst oft weniger als Deutsche oder Österreicher und Österreicherinnen verstanden, denn als Kommunisten und Kommunistinnen, als Jüdinnen und Juden oder als Antifaschisten und Antifaschistinnen, entgegen der Qualifikation, die das Recht ihnen zuschrieb. Ein rein nationaler Ansatz greift folglich auch für unsere Fragestellungen zu kurz. In welchem Verhältnis steht die juristische Zeugenaussage in einem Gerichtsprozess zum autobiografischen oder literarischen Text bzw. Zeugnis und später zu gefilmten Zeugnissen, ob dokumentarisch oder (teilweise) fiktional? Welche Wechselwirkungen zwischen juristischem Diskurs, Bericht und literarischem Text ermöglichen insbesondere die Umsetzung von Transitional Justice? In welchem Verhältnis stehen Erinnern, Gedenkkultur und Transitional Justice?

[4] Unter Qualifikation wird der Vorgang verstanden, durch den das Recht eine Person einer bereits bestehenden Kategorie zuordnet (feindlicher Ausländer/feindliche Ausländerin, unerwünschter Ausländer/unerwünschte Ausländerin, Staatenloser/Staatenlose, Internierter/Internierte, Deportierter/Deportierte, Opfer), mit der eine bestimmte Regelung verbunden ist: Freiheitsentzug, Aufenthaltszuweisung (assignation à résidence), Ausweisung oder Wiedergutmachung. Ein und dieselbe Person konnte so nacheinander verschiedene, ja sogar widersprüchliche Qualifikationen erhalten. Diese Qualifikationsarbeit endet nicht mit dem Verlassen des Lagers: In der Nachkriegszeit wurden die ehemaligen Internierten neu eingestuft, sei es hinsichtlich des Status als Deportierter und Internierter der Résistance sowie als politischer Deportierter und Internierter, der in Frankreich durch die Gesetze vom 6. August und 9. September 1948 eingeführt wurde, oder hinsichtlich des Status als Verfolgter im Sinne des deutschen Bundesentschädigungsgesetzes oder als Opfer. Diese neuen Qualifikationen entscheiden ebenso über den Zugang zur Wiedergutmachung wie darüber, wie die Internierung erzählt werden kann. Sie bieten daher ein besonders fruchtbares Feld für die Auseinandersetzung mit den Erzählungen.

Der Begriff *récit* („Erzählung“) wird für die Tagung in einem weiten Sinne verstanden: Er umfasst Zeugnistexte, Autobiografien, Tagebücher, aber auch fiktionale Werke, Familien- und Herkunftserzählungen (*récits de filiations*) oder Literatur mit Bezug zur politischen Internierungserfahrung. Die Untersuchung der *récits* ist vor allem deshalb aufschlussreich, weil sie die darin wirksame Erinnerungsarbeit sichtbar machen kann. Sie zeigt die Reaktivierung einer verschwundenen Erinnerung, die zugleich die Erinnerung an ausgelöschte Orte ist, da viele Internierungslager lange Zeit in den Tiefen des historischen Bewusstseins gewissermaßen vergraben waren.

Der Begriff „Diskurs“ wird in Anlehnung an Michel Foucault (*L'Ordre du discours*, 1971) als die Gesamtheit der Äußerungen verstanden, die in einem bestimmten sozialen Raum durch Existenz- und Autoritätsbedingungen geregelt sind. Drei Diskursordnungen werden einander gegenübergestellt und untereinander in Bezug gesetzt: erstens der literarische Diskurs im weiten Sinne (Zeugnisse, Autobiografien, fiktionale Texte, Tagebücher usw.), zweitens der juristische Diskurs (normative Texte, Verwaltungsakte, Gerichtsentscheidungen, Rechtslehre) und drittens der Erinnerungsdiskurs (Gedenkveranstaltungen, Erinnerungsorte und -politik inkl. Rückgriff auf autobiografische und literarische Texte). Die Internierung existierte als öffentliche Kategorie nur aufgrund einer diskursiven Konstruktion: Die juristische Qualifikation („feindlicher Ausländer“/„feindliche Ausländerin“, „unerwünschter Ausländer“/„unerwünschte Ausländerin“, „Angehöriger“ bzw. „Angehörige eines feindlichen Staates“, „Staatenloser“/„Staatenlose“, „Jude/Jüdin“, „Deportierter/Deportierte“) ist ein diskursiver Vorgang, der einen Status schafft, Freiheitsentzug ermöglicht und sowohl im Vorfeld als auch im Nachhinein bestimmt, unter welchen Voraussetzungen und ob überhaupt über diese Form der Internierung gesprochen werden kann. Literarische und testimoniale Texte wiederum destabilisieren oder bestätigen diese Qualifikationen, indem sie Situationen öffentlich sichtbar machen, die in der normativen Ordnung keine Kategorie fanden. Benennen heißt hier Handeln: Die Qualifikation bringt den Status hervor, den sie zu beschreiben vorgibt. Genau diese performative Kraft haben z. B. Wahrheitskommissionen umgedreht, indem sie die Aussagen der Opfer zum Instrument einer neuen öffentlichen Qualifikation machten (B. Cassin, *Quand dire, c'est vraiment faire*, 2018).

Die Tagung zielt aus den genannten Perspektiven auch darauf ab, Konzepte der Transitional Justice heranzuziehen, verstanden als die Gesamtheit der gerichtlichen und außergerichtlichen Mechanismen, mit denen eine Gesellschaft versucht, auf die Folgen von Menschenrechtsverletzungen zu reagieren – dabei nicht als normative Kategorie, was für Ereignisse vor ihrer Ausarbeitung anachronistisch wäre. Sie dient vielmehr als Analyseraster für die Wechselbeziehungen zwischen verschiedenen Diskursordnungen: Die Konstitution der

öffentlichen Erinnerung an Internierung setzt Dispositive in Gang (Gerichtsverfahren, Kommissionen, Entschädigungen, Gedenkstätten), die im Vorfeld davon abhängen, dass die jeweilige Erfahrung vermittelt wurde, meist sprachlich, und sie bestimmen im Nachhinein, wie spätere *récits* und Dokumente hervorgebracht, veröffentlicht und rezipiert werden können. Es lässt sich daher fragen, ob diese Wechselwirkung nicht etwa in einen Zirkelschluss mündet. Das gilt zum einen in dem Sinne, in dem Jurist:innen einer Argumentation vorwerfen, sie setze voraus, was sie zu beweisen beansprucht, zum anderen in dem Sinne, in dem die Systemtheorie das Recht als ein autopoietisches System beschreibt, das von seiner Umgebung nur das wahrnimmt, was es in seine eigenen Kategorien übersetzen kann (N. Luhmann, G. Teubner). Berichte, Erzählungen, Zeugenaussagen und autobiografische Aussagen der Betroffenen zur Internierung würden das Recht demnach erst erreichen, nachdem sie in dessen Begriffen neu formuliert wurden. Was weder im Recht noch in der Erzählung Platz gefunden hat, bliebe doppelt verschwiegen – es sei denn, die Literatur stellt genau das dar, was Gunther Teubner als „Irritation" bezeichnet, indem sie das Recht dazu zwingt, seine eigenen Kategorien zu überarbeiten. Diese Fragen sollen unter anderem anhand von drei Referenzen geprüft werden: erstens die Joinet/Orentlicher-Prinzipien (Recht auf Wahrheit, Recht auf Gerechtigkeit, Recht auf Wiedergutmachung, Garantien der Nichtwiederholung), zweitens das Gutachten Hoffman-Glemane des französischen Staatsrats vom 16. Februar 2009, das die Internierung nur insoweit berücksichtigt, als sie zur Deportation geführt hat, drittens die Grenzen, die der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte selbst seiner Kontrolle von Sachverhalten aus der Zeit vor Inkrafttreten der Konvention gesetzt hat (*Janowiec gegen Russland*, 2013).

Die Vortragenden sind eingeladen, insbesondere folgende Aspekte zu untersuchen:
- die Möglichkeiten der Gattung des *récit* im weitesten Sinne und damit des testimonialen und literarischen Diskurses, die daraus hervorgehenden Vorstellungen von Internierung in südfranzösischen Lagern sowie die Frage nach dem üblicherweise kursierenden Wissen, das durch die sprachlichen und ggf. in anderen Formen vermittelten Darstellungen hinterfragt werden kann;
- die dokumentarische und faktische Dimension der *récits* ausgehend von der Frage, inwieweit sie Quellen für die Geschichtsschreibung bilden können oder inwieweit sie es bereits waren, konfrontiert mit ihrer Dimension als „Monument", um eine Foucault'sche Unterscheidung aufzugreifen (vgl. *L'Archéologie du savoir*, 1969);
- die Untersuchung der Terminologien: Die sprachliche Vermittlung der Erfahrungen und literarische Imaginationen ermöglichen, Begriffe zu hinterfragen, mit denen das Phänomen der Internierung – dessen juristische Definition unscharf bleibt – erfasst und qualifiziert wird.

Zur Erläuterung: Die französischen Internierungslager des Ersten Weltkriegs wurden durch einfache ministerielle Rundschreiben vom 15. September und 1. Oktober 1914 eingerichtet und unterlagen keinem Gesetz. Anders verhält es sich mit der Internierung von 1938 bis 1945, die sich auf das Gesetzesdekret vom 12. November 1938, das Dekret vom 18. November 1939 und die Gesetze vom Herbst 1940 stützte, ohne jedoch einen echten Rechtsweg zu eröffnen;

- die künstlerische Originalität von Berichten, Zeugnistexten und Erzählungen im weitesten Sinne, die nachträglich verfasst und veröffentlicht wurden; sie sagen auch etwas über die Internierung und über den Sinn aus, den der Autor bzw. die Autorin ihr beimessen;
- die Konstruktion einer Identität als Internierter bzw. Internierte und einer (nationalen oder transnationalen) Gemeinschaft *durch* die Erzählung;
- die Frage des Geschlechts, da die Erzählungen und Zeugnisse von Internierten diese Dimension besonders hervorheben (vgl. z. B. *Die Männer von Vernet* von Bruno Frei oder *Stadt ohne Männer* von Gertrud Isolani). Zur Situation von Frauen in der Internierung liegen bereits Forschungsarbeiten vor (Mechthild Gilzmer, 2000), die Forschung zum männlichen Gegenstück ist dagegen noch lückenhaft;
- die Frage nach dem künstlerischen Potenzial der autobiografischen bzw. literarischen Texte, nach ihren Grenzen und der Rezeptionssituation;
- der Beitrag der Transitional Justice: Erzählungen im weitesten Sinne, Gerichtsprozesse und Wiedergutmachungs- bzw. Reparationsmechanismen als diskursive Vorlagen, bezogen auf die genannten vier Säulen (Recht auf Wahrheit, Recht auf Gerechtigkeit, Recht auf Wiedergutmachung/Reparation, Garantien der Nichtwiederholung); Prozesse der Reparation bzw. sogar Wiedergutmachung durch Kunst, einschließlich des literarischen Schaffens und des Theaters;
- die deutsch-französisch und österreichisch-französisch vergleichende Perspektive auf Erinnerungspolitiken (Vergangenheitsbewältigung/*lois mémorielles*) und Entschädigungsregime (Bundesentschädigungsgesetz/österreichisches Opferfürsorgegesetz/aufeinanderfolgende französische Regelungen);
- der Rechtsstatus von Erinnerungsorten und ihren Konzepten: Labelvergabe, Eintragung und Klassifizierung als *monument historique* in Frankreich; die Gedenkstättenkonzeption des Bundes in Deutschland (1999, überarbeitet 2008 und 2025); der Sonderfall der Lager in den Pyrenäen (insbesondere Rivesaltes, Gurs, Le Vernet, Récébédou); gesellschaftliche Aufgaben und Möglichkeiten von Lagergedenkstätten in Frankreich, Deutschland und Österreich heute.

Die Vorträge können in französischer oder deutscher Sprache gehalten werden.

Die Übernahme der Reise- und Unterbringungskosten ist vorgesehen, sofern die beantragten Fördermittel bewilligt werden. Die Veröffentlichung der Tagungsbeiträge ist geplant.

Organisation:
Prof. Dr. Hélène Leclerc (Université Toulouse – Jean Jaurès, Germanistik)
Prof. Dr. Lukas Rass-Masson (Université Toulouse – Capitole, Rechtswissenschaft)
Prof. Dr. Isabella von Treskow (Universität Regensburg, Französische und Italienische Literatur- u. Kulturwissenschaft).

Vorschläge (ca. 1000 Wörter) sind zusammen mit einer biografisch-bibliografischen Übersicht bis zum 15. Februar 2027 gleichzeitig an helene.leclerc@univ-tlse2.fr, lukas.rass-masson@ut-capitole.fr und isabella.von-treskow@ur.de zu senden. Die Antwort wird bis zum 30. März 2027 mitgeteilt.

Bibliographie indicative / Auswahlbibliographie

Badia (Gilbert), Joly (Françoise) et al. (éd.), *Les barbelés de l'exil. Études sur l'émigration allemande et autrichienne en France (1938-1940)*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1979.

Badia (Gilbert), Joly (Françoise) et al. (éd.), *Les bannis de Hitler. Accueil et luttes des exilés allemands en France (1933-1939)*, Paris, Études et documentation internationales ; Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1984.

Bazyler (Michael), *Holocaust, Genocide, and the Law. A Quest for Justice in a Post-Holocaust World*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

Berger (Karin), *Vollzugspraxis des „Opferfürsorgegesetzes". Analyse der praktischen Vollziehung des einschlägigen Sozialrechts*, Munich et Vienne, Oldenbourg, 2004.

Cassin (Barbara), *Quand dire, c'est vraiment faire. Homère, Gorgias et le peuple arc-en-ciel*, Paris, Fayard, 2018.

Cohen (Monique-Lise), Malo (Éric) (éd.), *Les camps du sud-ouest de la France 1939-1944. Exclusion, internement et déportation*, Toulouse, Privat, 1994.

Delmas-Marty (Mireille), *Vers un droit commun de l'humanité*, entretien avec Philippe Petit, Paris, Textuel, 1996 (rééd. 2005).

Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstands (éd.), *Österreicher im Exil. Frankreich 1938-1945. Eine Dokumentation*, Vienne, Österreichischer Bundesverlag ; Vienne et Munich, Jugend und Volk, 1984.

Douglas (Lawrence), *The Memory of Judgment. Making Law and History in the Trials of the Holocaust*, New Haven, Yale University Press, 2001.

Eggers (Christian), *Unerwünschte Ausländer. Juden aus Deutschland und Mitteleuropa in französischen Internierungslagern 1940-1942*, Berlin, Metropol, 2002.

Farcy (Jean-Claude), *Les camps de concentration français de la Première Guerre mondiale (1914-1920)*, Paris, Anthropos, 1995.

Felman (Shoshana), *The Juridical Unconscious. Trials and Traumas in the Twentieth Century*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2002.

Foucault (Michel), *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.

Foucault (Michel), *L'Ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971.

Frei (Norbert), *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, Munich, C. H. Beck, 1996.

Gensburger (Sarah), *Les Justes de France. Politiques publiques de la mémoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

Gilzmer (Mechthild), *Fraueninternierungslager in Südfrankreich. Rieucros und Brens 1939-1944*, Berlin, Orlanda Frauenverlag, 1994 ; trad. fr. *Camps de femmes. Chroniques d'internées. Rieucros et Brens, 1939-1944*, Paris, Autrement, 2000.

Gronau (Mathis J.), *Deutsche Minderheiten in Frankreich und Großbritannien. Im Niemandsland der Identität zwischen 1914 und 1924*, Berlin et Boston, De Gruyter Oldenbourg, 2025.

Hinz (Uta), « Internierung », in Hirschfeld (Gerhard), Krumeich (Gerd), Renz (Irina) (éd.), *Enzyklopädie Erster Weltkrieg*, 2e éd. revue, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2004, p. 582-584.

Laharie (Claude), *Gurs : 1939-1945. Un camp d'internement en Béarn*, Biarritz, Atlantica, 2005.

Leclerc (Hélène) (éd.), *Le Sud-Ouest de la France et les Pyrénées dans la mémoire des pays de langue allemande au XX^e siècle*, Toulouse, Le Pérégrinateur, 2018.

Luhmann (Niklas), *Das Recht der Gesellschaft*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1993.

Malgouzou (Yannick), *Les Camps nazis. Réflexions sur la réception littéraire française*, Paris, Classiques Garnier, 2012.

Manz (Stefan), Panayi (Panikos), *Enemies in the Empire. Civilian Internment in the British Empire during the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

Messling (Markus), Solte-Gresser (Christiane), « Times of Reparation. On the Past, Present, and the Future of the Irreparable: Postscript Toward the Future », in Jeusette (Julien), Rungelrath (Hendrik), Schlicht (Laurens), Steurer (Hannah) (dir.), *Reparation and Irreparability. Theoretical Approaches*, Berlin et Boston, De Gruyter, 2026, p. 182-196.

Miller (Jon), Kumar (Rahul), *Reparations: Interdisciplinary Inquiries*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

Mittag (Gabriele), *« Es gibt Verdammte nur in Gurs ». Literatur, Kultur und Alltag in einem südfranzösischen Internierungslager 1940-1942*, Tübingen, Attempto, 1996.

Ost (François), *Raconter la loi. Aux sources de l'imaginaire juridique*, Paris, Odile Jacob, 2004.

Peschanski (Denis), *La France des camps. L'internement 1938-1946*, Paris, Gallimard, 2002.

Pichler (Georg), « Hinter Stacheldraht. Österreichische Exilantinnen und Exilanten in den französischen Lagern », in Adunka (Evelyn), Driessen Gruber (Primavera), Usaty (Simon) (éd.), *Exilforschung: Österreich. Leistungen, Defizite & Perspektiven*, Vienne, Mandelbaum, 2018, p. 19-36.

Prédhumeau (Alfred), *Fred Wander. Persécuté, rescapé, écrivain. Une biographie littéraire*, Fribourg-en-Brisgau, Edition Frölich, 2025.

Sánchez Zapatero (Javier), *Escribir el horror. Literatura y campos de concentración*, Barcelone, Montesinos, 2010.

Schramm (Hanna), *Menschen in Gurs. Erinnerungen an ein französisches Internierungslager (1940-1941)*, avec une contribution documentaire de Barbara Vormeier, Worms, Heintz, 1977 ; trad. fr. Schramm (Hanna), Vormeier (Barbara), *Vivre à Gurs. Un camp de concentration français 1940-1941*, Paris, Maspero, 1979.

Segler-Meßner (Silke), Treskow (Isabella von) (dir.), *Traumatisme et mémoire culturelle. France et espaces francophones*, Berlin, De Gruyter, 2024.

Stibbe (Matthew), *Civilian Internment during the First World War. A European and Global History, 1914-1920*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019.

Teitel (Ruti G.), *Transitional Justice*, Oxford et New York, Oxford University Press, 2000.

Teubner (Gunther), *Recht als autopoietisches System*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1989 ; trad. fr. *Le droit, un système autopoïétique*, Paris, PUF, 1993.

Teubner (Gunther), « Legal Irritants: Good Faith in British Law or How Unifying Law Ends Up in New Divergences », *Modern Law Review*, vol. 61, 1998, p. 11-32.

Treskow (Isabella von), « Du camp au mémorial, de la littérature à l'Histoire », *Romanische Studien*, n° 2, 2015.

Treskow (Isabella von), *Das Konzentrationslager Flossenbürg – Geschichte und Literatur. Materialien und Anregungen für den Französisch- und Geschichtsunterricht*, St. Ingbert, Röhrig, 2019.

Treskow (Isabella von), Lübbers (Bernhard) (dir.), *Kriegsgefangenschaft 1914-1919. Kollektive Erfahrung, kulturelles Leben, Regensburger Realität*, Ratisbonne, Pustet, 2019.

Uerpmann-Wittzack (Robert), « Viktimisierung und Empowerment: Internationales Flüchtlings- und Behindertenrecht im Vergleich », in Rudolph (Harriet), Treskow (Isabella von) (dir.), *Opfer. Dynamiken der Viktimisierung vom 17. bis zum 21. Jahrhundert*, Heidelberg, Universitätsverlag Winter, 2020, p. 303-316.

Uerpmann-Wittzack (Robert), *Restorative and Transformative Justice in International Law. Restorative Justice in Ukraine*, Working Paper 2, Ratisbonne, 2025.

Wieviorka (Annette), « L'expression "camp de concentration" au 20e siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 54, avril-juin 1997, p. 4-12.

Wieviorka (Annette), *L'Ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.

Woolford (Andrew), Ratner (R.S.), *Informal Reckonings: Conflict Resolution in Mediation, Restorative Justice, and Reparations*, Abingdon, Routledge, 2007.